

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 476 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
8 €, 15 FS, £ 5

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 476
Avril - Mai 2005
42^e année

DANS CE NUMERO

- Que revendique le communisme?
- A propos de l'assassinat de Théo Van Gogh en Hollande. «Mouvement Communiste» aligné sur l'idéologie dominante
- La laïcité, un principe bourgeois (fin)
- De la gauche à la droite. Réputante unanimité pour défendre le colonialisme
- «L'Humanité» nationaliste

LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME !

Prolétaires, camarades!

Alors que les grandes entreprises annoncent des profits records, les patrons accentuent l'exploitation, multiplient les chantages à l'emploi envers leurs salariés, renforcent le despotisme d'entreprise, tandis qu'ils pressent le gouvernement de poursuivre et d'accélérer les mesures contre les travailleurs: retraites, sécu, temps de travail, les attaques se succèdent aux attaques. Conséquence: le chômage dépasse à nouveau les 10% en dépit de tous les artifices pour truquer son chiffre réel, la précarité augmente, les salaires réels stagnent ou baissent, les accidents du travail s'accroissent.

Cette offensive continue et générale n'est pas due à la méchanceté particulière de tel ou tel patron, de tel ou tel parti politique, à «l'ultra-libéralisme» des technocrates de Bruxelles ou de Paris: elle est dictée par les lois du capitalisme - mode de production basée sur l'exploitation des travailleurs salariés: plus le patron arrive à comprimer les salaires, à augmenter l'intensité et le temps de travail, et plus ses profits augmentent; plus l'Etat arrive à réduire les «charges sociales» (c'est-à-dire le salaire différé: la part du salaire qui n'est pas directement versé aux travailleurs mais sert à alimenter les différentes institutions sociales) et à rogner les services destinés à la population laborieuse, et plus augmentent aussi les profits des entreprises, plus augmente le taux de profit moyen du capitalisme national.

Au cours de la longue période d'expansion économique qu'ils ont connue, les grands Etats capitalistes avaient pu accorder certains avantages aux travailleurs: ils avaient concédé ce qui n'était que des miettes de leur prospérité pour éviter que les luttes ouvrières ne deviennent menaçantes pour la bonne marche du capitalisme. Mais dans la période actuelle de graves crises économiques, de rivalités et de concurrence croissantes sur le marché mondial, les capitalistes, dans tous les pays, trouvent ces concessions intolérables: partout ils exigent des «réformes» anti-ouvrières, partout ils

(Suite en page 3)

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION EUROPÉENNE: CE N'EST PAS PAR LE BULLETIN DE VOTE QUE LE CAPITALISME PEUT SE COMBATTRE !

OPIUM ÉLECTORAL

Le référendum sur la «constitution européenne» est devenu la question politique centrale dans la dernière période; non seulement toutes les forces, petites ou grandes, de l'échiquier politique en ont fait l'axe principal de leur activité, mais les organisations et associations les plus diverses, à commencer par les syndicats, ont fait de même implicitement parfois, explicitement le plus souvent. Les partisans du non affirment que si la constitution passe, les capitalistes - pardon! les firmes transnationales aidées par les bureaucrates de Bruxelles - se lanceront à l'assaut de leurs conditions de vie et de travail; les partisans du oui rétorquent que si la constitution est rejetée, ce sera la victoire des tenants d'une Europe réduite à un grand marché et la fin des protections face au marché mondial. Tous assurent aux prolétaires que le choix du bulletin qu'ils glisseront dans l'urne aura les conséquences les plus importantes

sur leur sort et celui du pays tout entier.

En réalité, il n'en est rien. Les cercles bourgeois dominants, les grands groupes capitalistes nationaux qui influent de façon déterminante sur les lourdes machineries d'Etat, ne règlent pas leurs actions sur le décompte des bouts de papier que les citoyens vont démocratiquement déposer dans les urnes électorales, mais sur les intérêts et les besoins les plus pressants du mode de production capitaliste dont ils sont les représentants, les fondés de pouvoir ou les auxiliaires. Seul le crétinisme électoral le plus obtus peut s'imaginer que du résultat du prochain référendum vont dépendre les agissements des Etats et des capitalistes français et européens. Si se préparent des attaques «libérales», comme disent les partisans du non, ces attaques auront lieu et les prolétaires devront les combattre, quelle que soit l'issue des consultations électorales actuelles et futures. C'est uniquement sur le terrain de la lutte collective et ouverte que peut se reconstituer

et s'exprimer la force de la classe ouvrière, alors que le terrain électoral atomise les prolétaires en millions d'individus isolés parmi des millions d'autres; c'est uniquement sur le terrain de la lutte collective et ouverte que les attaques capitalistes, décidées non par d'obscurs bureaucrates étrangers, mais par les patrons et les bourgeois nationaux (en accord en général avec leurs confrères des autres pays) peuvent être combattues et repoussées. Les illusions électorales que répandent tous ceux qui font campagne sur le référendum, désarment les prolétaires face à ces attaques en leur faisant croire au mirage de bloquer sans douleur les capitalistes, au lieu de les avertir d'avoir à se préparer à des luttes acharnées contre eux: même et surtout s'ils se prétendent «ouvriers», «communistes» et «révolutionnaires», ces gens-là travaillent objectivement pour les bourgeois.

(Suite en page 3)

8 MAI 1945:

Dès la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme français déclenchait une bestiale répression coloniale en Algérie

Le 8 mai 1945, jour de l'armistice qui marquait la fin de la deuxième guerre mondiale, des manifestations officielles étaient prévues dans toute la France pour fêter la «Libération». Il en allait de même en Algérie. Mais le mécontentement grandissant de la population là-bas, attisé par une grave disette (la ration allouée aux Algériens, quand ils pouvaient la toucher, était de 150 grammes de grains, tandis que les Français avaient droit à 300 grammes de pain), ne manquait pas d'alarmer les autorités coloniales. Poussé par cette effervescence, le PPA (Parti du Peuple Algérien, alors la principale organisation indépendantiste) avait lancé le mot d'ordre: «le jour de

la victoire, manifestons pour exiger, après le sacrifice et la conduite héroïque des Algériens dans l'armée française, un peu de démocratie et de justice». En dépit du fait qu'il était en butte à la répression, que son leader Messali Hadj avait été arrêté et déporté, que lors des manifestations du premier mai la répression policière contre les manifestants algériens avaient fait des morts dans plusieurs villes, le PPA ne se préparait pas à des affrontements sanglants et n'entendait encore moins déclencher une insurrection. Les slogans demandaient la libération de Messali Hadj, la démocratie, l'indépendance de l'Algérie, en même temps qu'ils saluaient la victoire alliée.

Averties des projets de manifestation, les autorités transpirent la consigne de ne pas tolérer l'apparition de drapeaux algériens ni de banderoles et pancartes anticoloniales.

Les incidents les plus graves eurent lieu à Guelma et à Sétif où la police ouvrit le feu sur la foule pacifique des manifestants algériens, faisant de nombreuses victimes. Cette répression mit le feu aux poudres: dès que les nouvelles sont connues dans la région, des groupes de paysans se forment, attaquent les colons, s'emparent quand ils le peuvent d'armes, attaquent des mairies, etc. Tandis que la révolte spontanée fait tache d'huile dans la région, les militants du PPA pressent leur direction d'appeler à l'insurrection dans tout le pays, ne serait-ce que pour soulager les insurgés du Constantinois face à la répression, mais celle-ci tergiverse longuement. Elle se décidera enfin à fixer au 23 mai le déclenchement de l'insurrection

générale, mais elle annulera aussitôt cette directive qui était devenue complètement irréaliste.

En effet la police et surtout l'armée, bien préparée, n'avaient pas attendu pour réagir. Leur répression sera bestiale: l'aviation et la marine bombardèrent des villages, l'armée ratissa, brûla, pilla au moins jusqu'au 20 juin. Des exécutions en masse, des «disparitions», des arrestations (avec déjà les tortures à l'électricité) parfois commises par des colons organisés en milices se poursuivirent pendant des semaines: bref, une «répression féroce, impitoyable, en vérité inhumaine par son manque de discernement» selon les mots d'un témoin, pourtant partisan du colonialisme. Paradoxalement, c'est le quotidien socialiste «Le Populaire» qui rendit compte de cette répression; il publia fin 28 juin une série d'articles de l'historien Charles-André Julien; s'il mettait faussement la responsabilité des exactions sur le compte d'

«éléments vichystes» et affirmait faire confiance au ministre (socialiste) de l'Intérieur, Julien avait au moins le mérite de lever un peu le voile sur la répression:

«Il faut le proclamer hautement. La répression a été disproportionnée (sic!) et atroce. L'autorité a lâché autour de Sétif des Sénégalais (re-sic!) et des légionnaires qui ont violé en toute liberté. On suivait leur trace aux incendies qui jalonnaient le plateau. Dans la région de Djidelli, où il n'y avait pas eu de victimes et où la population musulmane assurait l'ordre, d'autres Sénégalais purent tuer et brûler à loisir. Cependant le Dugay-Trouin bombardait les environs de Kherrata et les avions inondaient les douars de bombes. La panique rendit féroce la population civile (européenne). A Sétif, on abat sommairement tout musulman qui ne porte pas un brassard. A Guelma, on

(Suite en page 2)

8 MAI 1945: Dès la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme français déclenchait une bestiale répression coloniale en Algérie

(Suite de la page 1)

fusille plusieurs centaines de jeunes gens. A Djidelli, c'est sous l'oeil approbateur du préfet de Constantine que des miliciens armés et des soldats pillent le quartier musulman. Grâce aux armes distribuées, la vieille haine raciste peut s'épancher dans le sang». (Les «Sénégalais» sont les troupes coloniales dites «Tirailleurs sénégalais», qui ne comprenaient pas que des soldats originaires de ce pays et qui étaient de toute façon commandées par des Français; mais c'est une façon d'atténuer les responsabilités de ces derniers).

Si le nombre des morts français est connu avec précision (102, dont 14 militaires), celui des victimes algériennes ne l'est pas. Le ministre de l'Intérieur donnera le chiffre de 1500, tandis qu'un peu plus tard des sources militaires officielles parleront de 6 à 8000 morts (selon Julien), puis de 15000; aux Etats-Unis le chiffre de 50.000 morts sera avancé. L'immense majorité des victimes restera à jamais anonyme: leur vie ne comptant pour rien dans le régime colonial, celui n'avait que faire d'enregistrer leur mort.

LE PCF, AGENT DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le 27 janvier dernier l'ambassadeur de France en Algérie a qualifié ces événements de «tragédie inexcusable» dans un discours très remarqué prononcé à Sétif même. Au point que le 5 mars, l'«Humanité» écrivait:

«C'est la première fois, en tout cas à notre connaissance, qu'un représentant officiel des autorités françaises reconnaît le massacre de Sétif et emploie le qualificatif d'inexcusable qui désigne sans ambiguïté la France.

(...) L'entêtement des gouvernements français, notamment celui de Guy Mollet qui, en 1956, s'était fait élire pour faire la paix, à s'enfoncer dans la guerre aura été vraiment meurtrier.

La question posée est maintenant de savoir jusqu'où ira la reconnaissance du crime de Sétif et, forcément, des crimes qui suivirent, à commencer par celui de la torture sur lequel les autorités ont été interpellées, par l'Appel des Douze, en octobre 2000.

(...) L'amitié franco-algérienne répond au vœu de beaucoup d'Algériens, qui n'ont jamais entretenu de haine pour un pays qui, pourtant, leur a fait tant de mal, celui de l'extrême violence qui a présidé à la naissance de leur nation et qu'ils auront payée cher, comme de beaucoup de Français, qui ont souffert d'avoir été mêlés, et leur pays avec eux, à cette sale guerre qui n'osait même pas dire son nom. L'amitié ne peut se sceller durablement que dans la vérité dite sur les épreuves qui l'ont entravée. Cela ne viendra pas tout seul».

Le quotidien du PCF a bien raison de dire que la vérité ne viendra pas toute seule, mais nous ajouterons qu'à coup sûr elle ne viendra pas de lui. S'il admet - implicitement! - qu'aucun représentant officiel des autorités françaises n'a reconnu le crime de Sétif pendant les nombreuses années où la gauche était au gouvernement, il «oublie» en effet de rappeler à ses lecteurs que le PCF était au gouvernement (présidé par de Gaulle) avec son compère socialiste lorsque le crime a été commis et qu'il n'a alors ni quitté ce gouvernement ni protesté contre ce crime! Tout au contraire, il **approuvait la répression**.

Relatant les événements de Sétif, «L'Humanité» écrivait ainsi le 11 mai 1945, sous le titre «A Sétif attentat fasciste le jour de la victoire»: «Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui

fêtait la capitulation hitlérienne. La police aidée de l'armée, maintient l'ordre». Le même jour le conseil des ministres approuvait sans discussion les instructions du ministre de l'Intérieur sur le maintien de l'ordre en Algérie.

Le 12 mai le Comité central du PCF votait une résolution sur la révolte du Constantinois qui exigeait: «Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute». Le 13 mai «L'Humanité» affirmait qu'il y avait «*parmi les musulmans, des hitlériens*». Le 19 mai elle écrivait: «Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes [sic!: les Algériens n'ont pas droit au qualificatif de peuple, réservés aux Français] et le peuple de France». Le 31 mai, «L'Humanité» se félicitait de l'arrestation de dirigeants nationalistes algériens aussi modérés que Ferhat Abbas (dirigeant des «Amis du Manifeste» un groupe de notables bourgeois, hostile en réalité à l'indépendance, mais que les colons ne supportaient pas): «Il est bien que des mesures soient prises contre les dirigeants de cette association pseudo-nationaliste dont les membres ont participé aux tragiques incidents de Sétif». Le 11 juillet le député Etienne Fajon parlant au nom du PCF, déclarait à l'Assemblée nationale: «Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes».

La CGT, dont la direction était majoritairement entre les mains du PCF (avec aussi des dirigeants socialistes) se félicitait le 9 juin que les organisations syndicales d'Algérie aient pu «empêcher que le mouvement ne s'étende à d'autres régions» et elle accusait le PPA, «appendice du PPF de Doriot» (organisation fasciste), et «les pseudo-nationalistes des Amis du Manifeste et leurs émeutiers et tueurs professionnels» d'avoir mis en oeuvre «un complot longuement préparé contre la France et les populations algériennes».

En Algérie même, le Parti Communiste Algérien n'avait pas hésité une seconde: pour lui, «il n'y a pas de révolte arabe, mais un complot fasciste». Son quotidien «Alger Républicain» relatait le 12 mai qu'une délégation du PCF et du PCA avait été reçue par le chef de cabinet du gouverneur général (le représentant suprême de l'Etat en Algérie): elle «s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du peuple algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang». Elle réclamait donc «le châtiement rapide et impitoyable des provocateurs».

Les militants du PCA s'étaient rangés dans l'union sacrée contre la révolte. Selon «Le Monde» du 8 juillet 45 «Les Français, chaque fois qu'ils le purent se réunirent et firent bloc; à Guelma par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et à armer tous les Français, des communistes à la droite, et tous, dans un même élan, n'eurent qu'un but, s'entraider et se défendre en attendant l'armée». Une milice y fut mise sur pied qui comprenait des responsables du PCA et de la CGT. Bien qu'il n'y ait eu aucune attaque commise par les Algériens, cette milice, courageusement après l'arrivée de l'armée, se livra à des tueries: 500 à 700 «musulmans» furent ainsi massacrés dans le même élan par les miliciens et les soldats.

S'il s'agit là sans doute d'un cas extrême,

il permet cependant de saisir le sens exact de la déclaration du PCF félicitant le PCA pour «la justesse de sa ligne politique»: «Les provocations ont pu être déjouées partout où le parti communiste algérien possède des organisations puissantes et influentes par mi les masses» («L'Humanité», 18 mai 45).

Le 28 juin le secrétaire général du PCA, «très applaudi» selon «L'Humanité» du 30 juin, expliquait devant le Xe Congrès du PCF «les causes et les méthodes du complot fasciste en Afrique du Nord qui a abouti à la provocation de Sétif». Il concluait «en soulignant que le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple français et ne veut pas se séparer de la France. Ceux qui réclament l'indépendance de la France, explique-t-il, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle», s'écrie-t-il, aux applaudissements du Congrès.

Serviteur fidèle de l'impérialisme dans la boucherie de la guerre mondiale, le PCF ne pouvait qu'être l'agent tout aussi fidèle et conscient de l'impérialisme français dans la défense ou la reconquête de ses possessions coloniales, avec ce que cela impliquait nécessairement de répression et de violence. D'ailleurs en même temps que se déroulaient la révolte et la répression dans le Constantinois, les ministres du PCF approuvaient le bombardement et la tentative de reconquête de Damas, comme quelque temps plus tard ils approuvaient l'envoi de l'armée en Indochine et l'effroyable répression de la révolte à Madagascar qui fit des dizaines de milliers de morts (le PCF ne protesta que contre l'arrestation des députés malgaches, mais sans rompre la solidarité gouvernementale).

S'agissant de l'Algérie, il faut aussi rappeler que revenu dans l'opposition le PCF, tout en abandonnant ses positions les plus caricaturalement colonialistes qui devenaient intenables, se refusa obstinément à reconnaître le droit à l'indépendance de l'Algérie et s'efforça d'empêcher toute action prolétarienne contre la guerre et toute solidarité avec la lutte anticoloniale.

Si, comme y fait allusion «L'Humanité», le gouvernement du socialiste Guy Mollet, formé après la victoire du «Front républicain» (alliance électorale dont faisait partie le PCF en même temps que les socialistes et les radicaux), intensifia la guerre d'Algérie à partir du 15 mars 1956, il ne put le faire que parce que le PCF lui avait voté le 12 «les pouvoirs spéciaux», c'est-à-dire une sorte d'état d'urgence qui permettait de s'affranchir des méthodes parlementaires classiques. Le PCF eut beau dire qu'il condamnait les mesures militaires du gouvernement, il s'abstint le 5 juin lors du vote de confiance demandé par le gouvernement pour «ne pas se couper de socialistes [en dressant] entre eux et nous la barrière d'un vote hostile» (M. Thorez, Réunion du groupe communiste au Palais Bourbon, juin 1956). Il lui fallut attendre le 29 juillet pour se résoudre à voter contre les crédits de guerre.

Mais son opposition verbale aux «mesures de force» ne l'empêcha pas de se faire dans les faits l'auxiliaire du gouvernement en faisant la police dans les rangs ouvriers (dénonciation par «L'Humanité» du 4 juillet 56 comme «vulgaire provocateur» «de tout individu qui préconiserait des actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF») et en isolant les prolétaires algériens de leurs camarades français.

Ils employa à étouffer les réactions spontanées et parfois violentes contre le rappel des réservistes et combattit sous des prétextes fallacieux toutes les contestations du service militaire. Par exemple, le 8 octobre

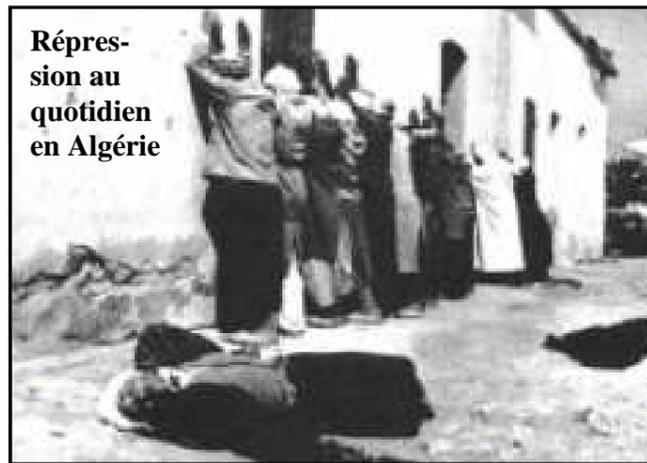
57 lorsque 600 rappelés refusaient de quitter une caserne de Rouen pour aller en Algérie, c'est le maire PCF de Petit Quevilly qui se chargea d'haranguer les soldats et d'obtenir qu'ils acceptent de partir. Et à 2 heures du matin, en dépit d'affrontements entre CRS et ouvriers des usines d'alentour, les camions militaires emportaient les réservistes.

Une autre démonstration pratique de la constante orientation chauvine, social-impérialiste, du PCF peut être trouvée dans son attitude face au massacre de centaines d'Algériens à Paris en octobre 1961: «L'Humanité» ferma ses grilles pour empêcher les manifestants algériens poursuivis par la police de trouver refuge dans son bâtiment...

Même en ce qui concerne la critique des «excès» de la répression et de la torture que «L'Humanité» met en avant dans son article, le PCF les a alors toujours formulées sous la forme la plus platonique de l'humanisme petit-bourgeois. Le 25 septembre 57, lors d'un débat parlementaire sur l'Algérie, Jacques Duclos, au nom du PCF, évoquant le geste du général de Bollardière qui avait démissionné pour protester contre l'usage de la torture, déclarait que celui-ci avait voulu «souligner le danger qu'il y avait à perdre de vue ces valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée» et il préconisait pour remédier à ce «triste état d'âme»... «la publication de l'ensemble des travaux de la Commission parlementaire de sauvegarde des Libertés et des droits individuels!» Sans commentaires...

Le représentant de l'impérialisme français a pu reconnaître, de manière très vague, le massacre de Sétif (alors que «L'Humanité» n'a jamais reconnu son soutien à ce massacre): ce geste qui ne coûtait pas grand chose s'inscrivait dans la perspective de la signature d'accords entre la France et l'Algérie comme l'indique l'article de «L'Humanité» en affirmant que cette «amitié franco-algérienne» répond aux vœux de beaucoup d'Algériens. Cette «amitié» officielle n'est que l'amitié des bourgeois des deux pays pour les affaires; elle ne répond certainement pas aux intérêts réels des prolétaires d'ici et de là-bas, car elle ne peut s'établir

Répression au quotidien en Algérie



que sur leur exploitation forcée. L'amitié des autorités françaises et algériennes ces dernières années a été scellée dans le sang des masses algériennes.

A cette amitié franco-algérienne officielle qui ne doit donc pas être approuvée mais combattue sans hésitation, les prolétaires répondront demain par leur union dans le combat des deux côtés de la Méditerranée contre les bourgeoisies coalisées pour leur faire enfin payer tous leurs crimes et liquider le capitalisme. Et comme hier, ils trouveront sur leur route cet auxiliaire de la bourgeoisie criminelle qu'est le social-impérialisme en général, et le PCF en particulier.

Sources: G. Madjarian, «La question coloniale et le PCF 1944-1947», Maspero 1977; «Programme Communiste» n°5 (oct.-nov.-déc. 1958); Y. Benot, «Massacres coloniaux», La Découverte 2001 (à part son indulgence pour le PCF, coupable seulement selon lui de «déficiences théoriques» et qui aurait dit ce qu'il fallait et mené la résistance au colonialisme!!!).

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION EUROPÉENNE: CE N'EST PAS PAR LE BULLETIN DE VOTE QUE LE CAPITALISME PEUT SE COMBATTRE !

(Suite de la page 1)

LE RÉFÉRENDUM, DIVERSION AUX LUTTES

Toutes les consultations électorales qu'organise régulièrement la bourgeoisie ont comme fonction d'alimenter les illusions démocratiques qui sont pour elle un moyen de défense particulièrement efficace; en effet tant que les prolétaires croient que, facilement et sans effort, les élections peuvent «changer la vie» ou en tout cas décider de la politique générale de l'Etat, ils ne consacrent pas leurs forces à la préparation et à l'organisation tout sauf faciles de la lutte de classe.

Le référendum actuel n'échappe pas à la règle. Il a été lancé au départ par l'Elysée pour des raisons de politique intérieure (redonner une légitimité populaire à un gouvernement affaibli par la grogne sociale) et extérieure (montrer le soutien aux dirigeants français sur les questions européennes et donc renforcer ainsi le prestige de l'impérialisme tricolore face aux pays qui rechignent à la direction franco-allemande de l'Europe); son succès semblait assuré puisque les seuls opposants à l'Europe sont des forces politiques marginales qui servent de repoussoir à la majorité des électeurs (l'extrême droite d'un côté, le PCF et l'extrême gauche de l'autre). Son échec, que les sondages semblent annoncer au moment où nous écrivons, serait sans doute embarrassant pour les dirigeants politiques, mais il signifierait qu'il a bien rempli son rôle de paratonnerre social, de diversion aux luttes; c'est bien avec cette intention que les bonzes syndicaux, secondés par le PCF et l'extrême gauche, se sont efforcés - y compris comme à la CGT en désavouant la direction - de détourner dans cette impasse le mécontentement prolétarien. Ben plus inquiétant pour la bourgeoisie serait que les prolétaires désertent le cirque électoral: ce serait un premier signe de l'affaiblissement des illusions démocratiques, affaiblissement indispensable pour que renaisse la lutte ouvrière révolutionnaire.

LE TROTSKYSME EN CAMPAGNE

Toutes les organisations qui se réclament du trotskysme font campagne pour le non au référendum, mais chacune à sa façon, qui reflète le public particulier qu'elle vise ou parmi qui elle recrute. Aucune d'entre elles ne défend donc une position communiste et toutes en réalité trahissent le combattant communiste que fut le fondateur de l'Armée rouge et le défenseur de la dictature du prolétariat.

A tout seigneur, tout honneur. En matière de trahison de tout ce pour quoi a lutté Trotsky, les Lambertistes du Parti des Travailleurs qui d'ailleurs protestent d'être classés à l'extrême gauche, gagnent le bouquet (mais après tout n'avaient-ils déjà pas donné à la France le Premier ministre Jospin? Ils ne pouvaient pas tomber plus bas): leurs positions ne se distinguent en rien de celles des souverainistes. C'est ainsi qu'ils ont constitué un «Comité national pour le non» censé regrouper, entre autres, «des militants de toutes tendances du mouvement ouvrier, démocratique, républicain» (c'est-à-dire, selon le marxisme, de classes différentes, de bourgeois et de prolétaires) et qu'ils diffusent un grotesque «serment» où on peut lire des phrases du genre: «L'heure est grave. Personne ne peut tergiverser. La République est en danger. (...) L'unité de la République, la laïcité, c'est-à-dire la séparation de l'Eglise et de l'Etat, tout cela doit voler en éclats du fait de la régionalisation démantelant les institutions de la République et les

livrant aux surenchères des communautarismes». Parmi la description apocalyptique d'une «politique des destruction systématique» «dictée à Bruxelles», le texte n'oublie pas de citer: «Quant à l'industrie et l'agriculture du pays, ne souffrent-elles pas l'une et l'autre d'un véritable démantèlement, d'une mise en jachère grandissante, résultat de la politique de l'Union européenne?».

On comprend que ces défenseurs de la République, de l'industrie et de l'agriculture françaises aient réussi à attirer quelques caciques sociaux-démocrates ou quelques ex-staliniens. Ce sont les représentants de couches dont la survie économique dépend étroitement de la protection étatique et qui ont tout à redouter de l'ouverture à la concurrence des autres pays d'Europe.

La LCR a un discours différent; il s'adresse à des couches séduites par «l'idée européenne», mais effrayées par les duretés de la concurrence. Elle s'efforce de susciter des «Collectifs» autour d'un Appel dit «des 200» (1).

Le ton est donné dès la première phrase du texte: «Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui, n'est pas l'Europe dont nous avons besoin». Les auteurs de cet appel sont favorables à une l'Europe qui soit une **protection** contre les grandes firmes **étrangères** et contre le marché **mondial**. Rien d'internationaliste ni de prolétarien là dedans! Ce n'est pas le **capitalisme** qui est désigné comme adversaire dans la propagande de la LCR, mais le **libéralisme** ou l'**ultralibéralisme** (exactement comme Le Pen!). Ce n'est jamais la **classe ouvrière**, le **prolétariat** qui est appelé à se mobiliser, mais «des citoyens», «les peuples», «la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse». Et ce n'est bien entendu pas le pouvoir dictatorial des prolétaires, étape nécessaire pour aller au communisme, qui est donné comme perspective, même sous la forme grossièrement abâtardie et équivoque d' «Europe des travailleurs» qui était encore de mise il y a une vingtaine d'années, mais «l'Europe démocratique». Qui dit démocratie, dit plusieurs classes; ce n'est pas par hasard que les auteurs du texte appellent à la formation de collectifs «dans tous les secteurs de la société» (donc dans toutes les classes). L'Europe prêchée par la LCR n'est en effet qu'une version améliorée de l'Europe actuelle, une Europe où le capitalisme n'aurait pas disparu, mais où tous ses mauvais côtés n'existeraient plus, où le développement économique serait «durable» et «compatible avec les équilibres écologiques», etc. - en un mot un **rêve petit-bourgeois**, creux et mensonger.

Mais la palme du jésuitisme revient peut-être à Lutte Ouvrière. LO est capable de critiquer «le charabia que n'importe quel réformiste pourrait contresigner» de la LCR et, tout en appelant à voter non, dire que «c'est contre le patronat qu'il faut que les travailleurs se défendent, à commencer par leurs propres patrons et le gouvernement qui les protège (...). Pas contre une institution abstraite et pas contre les feuilles de papier d'une Constitution» (2). Le lecteur aura déjà remarqué que ce n'est pas contre l'Etat bourgeois que les travailleurs doivent se défendre, comme si celui-ci ne protégeait pas les patrons, comme si l'Etat n'était pas l'arme suprême du capitalisme. LO est en fait favorable à cette **coalition d'Etats bourgeois** qu'est l'Union européenne:

«Nous ne sommes pas contre l'Europe, pas même contre cette Union européenne, quand bien même elle répond essentiellement aux exigences du grand patronat et des grands groupes industriels et financiers». Appréciations l'aveu: LO n'est pas opposée par principe aux exigences capitalistes! Com-

me pour s'excuser, elle ajoute: «L'Union européenne n'est pas pire sur ce terrain qu'aucun des Etats, qu'aucune des sociétés qui la composent». Sans doute; mais c'est bien pourquoi les prolétaires doivent se défendre et combattre contre tous les Etats bourgeois dont la fonction est essentiellement de répondre aux exigences du capitalisme. Pour LO des institutions **essentiellement** bourgeoises, comme les Etats ou les institutions européennes, peuvent avoir un rôle positif qui les situe en dehors ou au dessus de la lutte des classes: «Même telle quelle, réalisée sur des bases capitalistes, avec tout ce qui en découle d'injustices et d'insuffisances, l'Union européenne représente un progrès dans un certain nombre de domaines. Rien que la fin des cloisonnements économiques et des douanes, ainsi que la libre circulation des personnes représentent un avantage appréciable».

Il s'agit là d'un abandon complet des positions marxistes, la rechute dans le **réformisme le plus plat** qui prétend que le développement même du capitalisme - non pas dans sa phase initiale où il luttait contre les modes de production antiques, mais à l'époque de l'impérialisme le plus débridé caractérisé par la **réaction sur toute la ligne** comme disait Lénine - représente un progrès, apporte des avantages appréciables, en un mot est bénéfique aux populations. Avec des «révolutionnaires» de cet acabit, le capitalisme n'a plus besoin de payer des idéologues pour faire sa propagande!

CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL ET CONTRE TOUS LES ETATS BOURGEOIS!

Les communistes véritables sont irrémédiablement opposés à tous les Etats bourgeois qu'ils présentent aux prolétaires comme le rempart ultime de la classe dominante et de son mode de production, rempart dont la bourgeoisie ne peut ni ne pourra jamais se passer. Seul le communisme pourra en finir avec les Etats nationaux et établir une société sans Etats ni frontières, parce que sans

classes et sans exploitation; seul le communisme pourra être réellement supranational et permettre l'unification de toute l'humanité parce qu'il aura mis fin aux dominations de groupes humains sur d'autres et aux rivalités pour la possession des richesses en mettant fin à la propriété privée. Mais pour voir le jour cette perspective grandiose passe par la lutte révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays, dirigé par son organe spécifique - le parti communiste mondial - pour renverser la bourgeoisie, abattre les Etats et toutes les institutions bourgeoises et instaurer sa dictature internationale. Il n'y a pas d'autre voie possible.

Les politiciens bourgeois veulent que les citoyens se prononcent pour ou contre la dite «Constitution européenne», accord laborieusement discuté par les diplomates de l'U.E. Mais pour les prolétaires il n'y a rien à choisir dans cette alternative dont les deux volets sont également bourgeois, anti-prolétaires. Le choix véritable qui se pose à eux est celui de la résignation à l'exploitation, à la misère et à la répression en continuant à être le jouet docile de la politique bourgeoise, ou de la préparation à la lutte et à la politique révolutionnaires.

C'est un choix qui ne se décide pas dans les référendums, mais dans la résistance quotidienne aux attaques bourgeoises.

NON AU RÉFÉRENDUM ET AUX ILLUSIONS ÉLECTORALISTES !

POUR LA RENAISSANCE DE LA LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE!

(1) Le texte intégral est consultable sur son site internet de la LCR. Une version légèrement différente avait été adoptée sous le titre «Appel de la Gauche anticapitaliste européenne» par divers groupes où militent cette variété de trotskystes ainsi que par les «cliffistes» du Socialist Workers Party britannique.

(2) Citations extraites de la revue théorique de L.O «Lutte de classe», septembre-octobre 2004 et février 2005.

LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME !

(Suite de la page 1)

se lancent à l'assaut des «rigidités» coupables de freiner un minimum l'exploitation, partout ils aggravent les conditions de vie et de travail des prolétaires.

PROLÉTAIRES CONTRE CAPITALISTES, CLASSE CONTRE CLASSE !

Pour résister à cette série d'attaques capitalistes, les travailleurs ne peuvent compter sur les organisations et les partis pro-capitalistes, même s'ils se disent «de gauche». Lorsqu'ils étaient au gouvernement, les partis de la «gauche plurielle» ont agi pour **défendre** les intérêts des capitalistes et de l'économie nationale: étant des **réformistes**, c'est-à-dire prétendant que le capitalisme peut être amélioré mais qu'il ne doit surtout pas être combattu, ils ne pouvaient évidemment pas s'opposer aux intérêts capitalistes; ils ont donc renié, comme d'habitude, toutes leurs promesses, ouvert la voie aux attaques sur les retraites et, derrière les 35 heures, démantelé une série de concessions aux travailleurs dans le code du travail et accéléré la croissance de la «productivité» (lire: **exploitation**) du travail, etc. Ils ont même fini avec leurs critiques d'«extrême-gauche», par faire campagne **en faveur de Chirac** (sous le fallacieux prétexte de faire barrage à Le Pen) qu'ils accusent aujourd'hui de tous les maux!

Les directions syndicales qui appellent aujourd'hui à l'action sont les mêmes qui ont **saboté** hier la lutte sur les retraites et obstinément refusé d'appeler à la grève gé-

nérale, comme ils l'ont toujours fait dans toutes les luttes. Etant des **collaborationnistes**, c'est-à-dire prétendant que la collaboration entre les classes - pardon! les «partenaires sociaux» - et l'«intérêt général» (sous-entendu: du capitalisme) est l'objectif suprême, ils ne pouvaient évidemment pas permettre la lutte contre la classe capitaliste et ses représentants politiques. C'est pourquoi ils ont continué à négocier avec les patrons et l'Etat bourgeois les futures attaques anti-ouvrières, tout en signant quand ils le pouvaient, comme à la SNCF, des accords pour **réglementer le recours à la grève!**

Pour résister aux attaques patronales et gouvernementales, **les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces**, sur leur propre lutte. Il est possible de mettre en échec l'offensive capitaliste, mais à condition que de s'engager dans une **lutte réelle**, à la différence des sempiternelles «journées d'action» qui ne servent jamais à rien: une lutte menée avec **des moyens et des objectifs classistes, anticapitalistes**, en rupture avec les orientations défaitistes du collaborationnisme et du réformisme qui soumettent tout mouvement au maintien de la paix sociale; une lutte sur des objectifs unifiants et centrés sur les besoins exclusifs des prolétaires; une lutte qui exige l'**organisation sur des bases de classe** des travailleurs pour que ceux-ci puissent la diriger et ne pas la laisser aux mains des saboteurs professionnels.

La reprise de la lutte de classe est la seule solution pour se défendre, avant de passer ensuite à l'attaque contre le capitalisme !

(Tract diffusé par nos camarades)

Que revendique le communisme?

La critique marxiste de la société est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune, empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges du réformisme collaborationniste, est incapable de comprendre. C'est ce que les révolutionnaires marxistes ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue de moyens de production et, plus généralement de propriété; alors, la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre de l'argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette «puissance extérieure» est, comme chacun sait, la seule détentrice des moyens de production: la classe capitaliste dominante. Comme toutes les classes dominantes de l'histoire, elle vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est subordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples, comme le prouve déjà le fait que dans les pays dits «socialistes», il y avait un capitalisme d'Etat, en somme un capitalisme sans capitalistes! S'il s'agissait exclusivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire - même s'ils ont les dent

très longues - que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longueur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune commune mesure entre les milliards d'heures de travail journalier fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industrialisés avancés et les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et de la haute bureaucratie d'Etat par-dessus le marché.

Chacun sait fort bien qu'à «trop bien payer» ses salariés, l'entreprise ou la firme courrait un risque pire encore que de ne pas verser à ses actionnaires des dividendes «suffisants» à leurs yeux: elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissant pas **aux besoins des salariés**, l'économie capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais **aux lois impersonnelles du marché** qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent - comme on ne

cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée - **la réduction des coûts de production**. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la **dictature du marché** qui explique cet étrange paradoxe: **plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesses, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus mal elle vit donc finalement**, si «bien vivre» ne signifie pas comme pour le bourgeois... «acheter davantage»! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naïfs - vrais ou simulés - qui demandent publiquement: **pourquoi l'expansion?** La chose est réjouissante, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes, qui n'ont certes jamais lu le savant «Capital» de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle: **le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux**, parce que le capitalisme **produit des marchandises et non des biens d'usage**.

Que la classe aujourd'hui salariée parce que dépossédée de tous ses moyens d'existence propres entre en possession de tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une **révolution sociale qui change tout**. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de

«réduire les coûts de production», puisque finalement ce que le capitalisme appelle ainsi c'est **la vie humaine elle-même** qu'il «réduit» à une bien pauvre chose! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces «coûts»! Il ne s'agit pas de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme **l'intérêt de la société toute entière** et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, **l'intérêt de la société toute entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée** auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis - ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors, la nature capitaliste de la **libre entreprise** tombe complètement.

La «libre entreprise» n'est en effet qu'un groupe particulier d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs

A propos de l'assassinat de Théo Van Gogh en Hollande «Mouvement Communiste» aligné sur l'idéologie dominante

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de «Mouvement Communiste» il y a quelques années, au sujet de la critique qu'il faisait de notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi». Dans un premier temps, ce groupe qui affirmait travailler pour la constitution du parti communiste mondial avait fait des efforts indéniables (au-delà même de sa propension à agrémenter ces textes de citations de Bordiga), pour se rapprocher des positions marxistes. Mais devant l'échec à former ce parti à brève échéance, l'immédiatiste incurable qui sommeillait en lui se réveilla et MC affirma bruyamment vouloir rompre avec la «sclérose idéologique» des «sectes» qui refusaient «de passer la théorie au crible de l'analyse concrète, puis de sa validation pratique». Faire découler l'acceptation ou non de la théorie et du programme qui synthétisent les leçons des grandes luttes historiques du prolétariat, de leur utilité pratique immédiate, de leur adaptation à l'actualité concrète, a toujours été la position des **opportunistes**, c'est-à-dire de ceux qui s'adaptent **concrètement et pratiquement** à l'ordre établi, même quand ils conservent leurs **poses** prolétariennes et révolutionnaires. La dénonciation de la «sclérose idéologique» est le premier signe classique de l'abandon des positions théoriques et programmatiques communistes et du ralliement, conscient ou inconscient, à l'idéologie dominante.

Nous l'avions montré alors. MC nous en fournit, s'il en était besoin, de nouvelles preuves, non plus par la critique de nos positions, mais par ses positions et propositions politiques.

C'est ainsi que dans «La lettre de Mouvement communiste» n° 14,

L'ASSASSINAT DE THÉO VAN GOGH

La «Lettre de Mouvement Communiste» n° 14, intitulée «A propos des questions posées par l'assassinat de Théo Van Gogh» est donc consacrée à l'assassinat, en novembre dernier, de ce personnage d'extrême droite, habitué des provocations anti-immigrés et anti-musulmanes, par un jeune immigré d'origine marocaine.

Par l'énorme retentissement qu'il a eu aux Pays-Bas, cet assassinat a dépassé le cadre d'un simple fait divers pour devenir le révélateur d'un climat social qui n'est d'ailleurs pas uniquement hollandais; il a démontré l'existence de profondes fractures dans l'opulente société capitaliste des pays impérialistes européens, et l'inquiétude de

en conclusion de ses longues analyses sociologiques, MC explique qu'il **refuse d'appeler au départ des troupes françaises de Côte d'Ivoire**.

Il justifie son **soutien au maintien des troupes françaises**, d'une part par l'analyse selon laquelle la crise ivoirienne serait due à «des causes éminemment intérieures», dédouanant ainsi d'un trait de plume l'impérialisme de sa responsabilité écrasante dans la situation du pays aussi bien sur le plan économique que politique; et d'autre part par la crainte d'une «catastrophe humanitaire», comme si les faits n'avaient pas démontré que ces troupes n'avaient empêché aucun massacre et qu'elles avaient elles-mêmes commis des tueries, ce que MC «oublie» opportunément de rappeler! Dans les deux cas, il s'agit d'un **alignement complet sur la grossière propagande de l'impérialisme français** qui prétend n'avoir envoyé là-bas des milliers de soldats que pour s'interposer entre les belligérants, pour des raisons donc... humanitaires. Mais le plus répugnant est que MC termine son article par un appel au «**défaitisme le plus intransigeant vis-à-vis des parties en lutte**»... «dans la grande majorité des pays périphériques du monde capitaliste»: défaitisme, oui, mais chez les autres!

On retrouve le même alignement de MC sur la propagande bourgeoise dans ses autres «Lettres». Il nous semble intéressant de l'examiner un peu plus en détail à propos de l'assassinat de Théo Van Gogh, étant donné l'importance de l'épisode que nous n'avons pas eu l'opportunité de traiter jusqu'ici.

la classe dominante qui a jugé nécessaire d'organiser une formidable mobilisation préventive de l'«opinion publique» pour la défense du statu-quo. Une série d'attaques anti-musulmanes se sont succédées dans le pays, les services de police ont procédé à des rafles dans les milieux intégristes et immigrés, et surtout une gigantesque vague d'indignation et une campagne de propagande déclenchées et relayées par tous les médias, tous les partis politiques et les plus hautes institutions de l'Etat contre la violence, pour l'union nationale et la paix sociale, a submergé la Hollande.

Cette opération politique bourgeoise de grand style appelait une réponse nette et sans hésitation de la part de ceux qui se réclament du communisme et de la révolution. Mais, comme nous allons le voir, au lieu de com-

battre le rouleau compresseur politico-idéologique des défenseurs de l'ordre établi, les «marxistes concrétistes» de «Mouvement Communiste» se sont mis dans les faits à la **remorque** de celui-ci!

Après un rappel des faits, la «Lettre» donne une brève sélection de réactions relevées dans la presse. Dans cette première partie, rien n'est dit qui permettrait de comprendre le pourquoi du meurtre. M.C. nous assure qu'il n'y a aucune différence de traitement entre autochtones et «allogènes» (3 millions d'habitants sur 16, qui, nés de parents étrangers, sont officiellement classés dans cette catégorie) - mis à part les sans-papiers. Pourtant une phrase d'un professeur laisserait supposer que les choses ne sont pas si roses que cela pour les immigrés et descendants d'immigrés: «pendant des

années on les a laissés de côté».

Nous n'en saurons pas plus; apparemment MC qui cite plus loin longuement Lénine à propos des racines matérielles de l'influence de la religion sur les exploités, ne s'est pas soucié de chercher s'il existe des **racines matérielles** à la haine de certains immigrés envers ceux qui, comme Théo Van Gogh traitaient «régulièrement les musulmans de baiseurs de chèvre»: pour lui l'assassinat de T. V. G. paraît uniquement dû à des raisons politiques ou religieuses, à l'action de «l'Islam politique», bien que le meurtrier, d'après ce qu'il nous dit, n'était affilié à aucun groupe de ce type.

La partie suivante («Islam contre Occident?»), plus proprement politique, est consacrée à ce que MC appelle l'«islamisme (ou islam) politique». MC explique ce que veulent «les plus conséquents» de ces islamistes: une «**sorte de droit à la sécession**» (en précisant: «à l'instar des premiers nationalistes noirs américains dans les années 20»), sans, ajoute-t-il, «renoncer aux avantages assurés par les vieux Etats occidentaux infidèles, tels la protection sociale ou le droit de séjour et de nationalité»!!!

Il est bien dommage qu'il ne nous donne pas les sources de ses affirmations, car, sinon, il est difficile d'y voir autre chose qu'un **pur et simple décalque des affirmations racistes** qui s'indignent que les immigrés veulent continuer à vivre comme chez eux et toucher les allocations sociales...

MC affirme qu'avec cet assassinat l'«Islam politique radical a atteint 2 objectifs: faire pression sur les Etats occidentaux et crispier les communautés musulmanes sur elles-mêmes». Il s'agirait d'une action politique, organisée et planifiée: il faudrait là aussi qu'il nous explique ce qui lui permet une telle conclusion, à laquelle les policiers locaux ne sont pas arrivés. D'autre part il est curieux de réduire les immigrés arabes à une «communauté musulmane»: c'est un langage de médias bourgeois; et si «crispation» sur la religion il y a, elle est due avant tout à l'**oppression** particulière que subissent les prolétaires immigrés et à l'absence de soutien contre cette oppression de la part des prolétaires autochtones. La dénonciation du «communautarisme» des immigrés est entré aujourd'hui dans l'argumentaire de tous les

ne seraient pas plus utiles **dans une autre branche d'activité**; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché sans se demander si **d'autres biens** ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la «guerre psychologique» à toute la population pour la persuader du **besoin** qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit «privée» ou d'Etat, le résultat est d'un point de vue social le même!) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la réglementation **sociale** directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée **centralement** en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de foyers d'habitation, trop de chansons, de films, de livres, etc. et pas assez de services d'éducation et de santé, etc., sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et déplorablement peu d'écrits communistes!

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais - par la faute du réformisme - très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à la libre entreprise signifie cesser de produire

les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers ne se vendent pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui **acheter**. A l'intérieur de l'entreprise, on comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triomphe à l'échelle de ta société) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de **valeurs**, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un **prix monétaire** qu'au moment où ce produit est achevé et «sort» de l'entreprise.

Mais s'il en «sort» finalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans des limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient élargies à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde - en d'autres termes que l'entreprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de production), alors non seulement il n'est plus **nécessaire** d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître **qu'à la limite du système** si bien que lorsque celui-ci devient **mondial**, ils disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va **régressant** à me-

sure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de «marxistes» à la manque, qu'elle se maintient **tant que** la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît **seulement** là où le prolétariat a pris le pouvoir.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir LE SALARIAT LUI-MÊME puisque le salaire n'est jamais que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il **suppose** le marché du **travail** en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire **l'anarchie dans la distribution des forces du travail**. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrée au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une **valeur** et de lui assigner un **prix** de marché. Les membres de la société nouvelle, désormais tous astreints au travail social énormément allégé, ne sont plus «rétribués» en fonction de «mérites» individuels vrais ou supposés: ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et **si celle-ci est nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui**, c'est que le temps passé à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à «réduire les coûts». «Comment produire moins et consommer plus?» demande toujours hypocritement le réformisme: le voila le secret!

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et trois à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin

d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'«utopique» et d'«irréalisable» puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportunisme n'a pas totalement abrutis: **les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire!**

(Paru dans «le prolétaire», n° 150, mai 1973)

Vient de paraître en ré-édition

«LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE»

Au sommaire de la brochure

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- **Annexe:** Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

(Format A5; 92 pages; 3 €)

réactionnaires inquiets, à tort ou à raison, d'une insuffisante soumission de cette fraction du prolétariat.

Selon MC, après ce meurtre «une véritable guerre civile au sein du prolétariat entre fractions et communautés opposées n'est pas **invisageable**». Veut-il dire que la fraction autochtone du prolétariat considère TVG comme l'un des siens et son assassinat comme une attaque antiprolétarienne? Pense-t-il que les attentats anti-immigrés commis par l'extrême droite en représailles de l'assassinat de TVG sont l'oeuvre de cette fraction du prolétariat? Qu'est-ce qui lui permet sérieusement d'envisager cette perspective de guerre civile interprolétarienne (après avoir affirmé, à la page précédente, que les travailleurs hollandais «semblent peu concernés par la question immigrée»)?

MC ajoute que si cette éventualité se concrétisait, «ce serait une véritable catastrophe pour la cause de l'autonomie ouvrière». Sans doute; mais il faudrait d'abord que MC nous dise où en est aujourd'hui l'autonomie ouvrière. Est-elle seulement «menacée» par cet attentat? Y a-t-il vraiment une «autonomie ouvrière» dans ce pays (le seul argument avancé par MC est qu'en Hollande la classe ouvrière de souche avait «efficacement protégé sa fraction issue de la communauté juive» lors de l'occupation allemande: nous demandons à voir), c'est-à-dire, **si cette expression a un sens, une organisation sur de véritables positions de classe, ouvertement et clairement anticapitalistes**, au moins de certains secteurs significatifs de la classe ouvrière?

Malheureusement ce n'est pas le cas, pas plus en Hollande qu'ailleurs. La classe ouvrière y est encore enlignée dans la paix sociale, encore paralysée par la démocratie, encore liée à sa bourgeoisie et à son Etat par tout le réseau du réformisme s'appuyant sur les amortisseurs sociaux en tout genre. La Hollande est encore aujourd'hui un modèle d'«Etat providence», le pays du «consensus social», de la «tolérance», de la démocratie, de l'unité nationale qu'admirent les bourgeois des autres pays - grâce à la paralysie persistante de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle le meurtre de TVG **par un prolétaire** a tétanisé la Hollande: tous les bourgeois et leurs valets y ont vu le

spectre de la fin de cette période heureuse de collaboration pacifique entre les classes (c'est-à-dire de domestication du prolétariat), le spectre de la violence, des affrontements sociaux, de la guerre civile - de la **guerre civile entre les classes**, MC!

Même si aujourd'hui l'écrasante majorité des prolétaires, surtout parmi les couches les plus favorisées, ne voient encore de salut que dans le soutien à l'Etat, à la nation, etc., la formidable campagne de propagande et de mobilisation démocratique déclenchée à la suite du meurtre avait comme objectif de ressouder la collaboration entre les classes autour de la défense de l'Etat bourgeois et de la paix sociale. Celle-ci commence à présenter quelques signes de fissures préoccupants pour les bourgeois, si l'on en juge par les mouvements contre les mesures gouvernementales sur les retraites et la durée du travail. En effet, bien que ces mouvements soient restés sous le contrôle des organisations syndicales collaborationnistes, la forte participation des prolétaires est révélatrice du mécontentement croissant de ces derniers.

RÉPONSES NON COMMUNISTES

Non seulement MC **ne dit rien** de cette gigantesque campagne de propagande, de sa fonction comme des ravages qu'elle a provoqués, mais en focalisant l'attention de ses lecteurs sur le seul meurtre dont il fait la cause de tous les problèmes, et en désignant comme adversaire des prolétaires «l'Islamisme» et lui seul, il apporte en définitive sa pierre à cette entreprise fondamentalement **antiprolétarienne**.

Selon MC, «L'effet à court terme de cet attentat sur la population hollandaise en général, et plus particulièrement sur la conscience de la classe ouvrière (...) [la «conscience de la classe ouvrière» serait donc une partie de la «population en général», autrement dit une partie de la communauté nationale, pour ces gens qui se disent communistes! Faut-il rappeler les railleries d'Engels contre ceux qui parlaient du «peuple en général»?] est des plus néfastes. Il s'agit d'une terrible défaite anesthésiante».

C'est là très exactement le discours de tous les opportunistes qui gémissent devant

les premières lacérations du consensus social; ce qui a subi non pas une «défaite», mais un premier accroc, c'est cette idéologie et cette praxis de plus en plus factices mais toujours terriblement anesthésiantes de la concorde et de la paix civile, fondée sur les **miettes** du banquet des cannibales impérialistes que la bourgeoisie hollandaise a pu concéder à ses prolétaires pendant les décennies d'expansion économique.

Si «social» et ultra-démocratique qu'il aime à se présenter, la réalité est que le capitalisme hollandais a acquis ses richesses non seulement par l'exploitation de ses prolétaires autochtones dans ses entreprises souvent de taille mondiale, mais aussi à travers, hier, une exploitation coloniale aussi bestiale que celle des autres pays et, aujourd'hui, sa participation aux pillages impérialistes des grandes puissances. Auxiliaire toujours fidèle du premier impérialisme mondial, l'Etat hollandais a ainsi envoyé un contingent militaire aider la sanglante domination américaine sur l'Irak. Il est inévitable que tout le sang versé à l'extérieur vienne un jour rejaillir à l'intérieur et troubler la tiède quiétude batave, à la grande stupeur des adorateurs du paradis hollandais.

MC prétend fournir à ses lecteurs des «réponses communistes» aux événements hollandais; quelles sont-elles?

Exposer la réalité brutale du talon de fer capitaliste, dénoncer le caractère antiprolétarien à la campagne bourgeoise contre le «terrorisme», avertir les prolétaires encore prisonniers du réformisme légaliste et pacifiste que ce n'est qu'en opposant leur **violence de classe** à la **violence de l'Etat bourgeois démocratique et des rapports sociaux capitalistes** qu'ils pourront s'émanciper de toute exploitation? Démasquer le mensonge de la notion de «population en général» en montrant qu'elle est composée de classes sociales diverses et opposées, d'exploiteurs et d'exploités? Défendre la nécessité impérieuse pour le prolétariat autochtone de combattre les attaques contre les immigrés commises par l'Etat démocratique et par l'extrême droite raciste, comme la condition sine qua non de l'unité des rangs ouvriers? Rappeler le besoin pour le prolétariat de se constituer en classe - **donc en**

parti, selon le Manifeste communiste - pour mener la lutte à mort contre le capitalisme, pour se préparer à exercer la violence révolutionnaire de classe contre la classe dominante et son appareil d'Etat?

Rien de tout cela; pour MC comme pour les bourgeois et les collaborationnistes, tout le mal vient de ceux qui troublent l'ordre, pardon!, de ceux qui «commettent des agres-

(Suite en page 6)

« Il Comunista »

n° 93-94 (Bimestrale) Febbraio 05
Nell'interno

- Un terrible tsunami nel sud est asiatico ha provocato centinaia di migliaia di vittime. Il vero colpevole è il capitalismo
- Ennesimo incidente ferroviario. I morti di Crevalcore, come quelli che li hanno preceduti, vanno messi in conto alla vampiresca sete di profitto delle aziende capitalistiche
- In un gesto disperato un lavoratore della Ales di Napoli tenta il suicidio gettandosi dal secondo piano di una banca
- Uno sguardo al capitalismo internazionale
- Solidarietà incondizionata ai ferrovieri autoconvocatis che decidono lo sciopero immediato di 24 ore, in risposta ai compagni morti nell'incidente di Crevalcore (Bologna), per la sicurezza sul lavoro, e in solidarietà di tutti i proletari che usano il treno per recarsi al lavoro
- Tutte le autorità erano informate su quel che stava accadendo, ma nessuna agiva
- I 4 paesi più devastati dallo tsunami del 26 dicembre
- Quale risultato per la classe dei proletari dopo l'ennesimo sciopero generale indetto dai sindacati tricolore?
- Sul filo del tempo. OMICIDIO DEI MORTI
- Iraq. Elezioni sotto occupazione militare
- Il muro israeliano: un affare d'oro per i borghesi palestinesi
- In margine al cosiddetto «giorno della memoria». La scritta «ARBEIT MACHT FREI» - «il lavoro rende liberi» -, potrebbe essere affissa all'entrata di ogni azienda capitalista
- Giustizia borghese all'opera per la strage del Petrolchimico di Marghera
- Breda, Sesto San Giovanni: gli operai sono morti per l'amianto, i responsabili della fabbrica possono vivere allegramente

«MC» aligné sur l'idéologie dominante

(Suite de la page 5)

sions»: il faut «régler leur compte»! Mais, on est radical et de gauche, ou on ne l'est pas:

«La seule issue viable serait que la classe ouvrière et spécialement sa fraction immigrée se charge directement de régler leur compte aussi bien aux nazis islamistes qu'aux défenseurs de la "race blanche"».

Qu'est-ce que cela signifie? MC a rajouté comme cible les «défenseurs de la "race blanche"», mais ce rajout ne tient pas puisque, on l'a vu, il ne veut surtout pas «régler leur compte» aux racistes à la TVG; sans doute estime-t-il que «spécialement» les ouvriers immigrés devraient se charger de ces règlements de compte, mais dans une situation concrète marquée par des attaques anti-immigrés de «représailles» de l'extrême droite, cette perspective est au mieux fâcheusement ambiguë...

«Malheureusement, cette solution n'est guère envisagée par la classe ouvrière de ce pays, ne laissant la place, à courte échéance, qu'à la nécessaire activité de propagande communiste et anticléricale et à l'organisation de réponses militantes au coup par coup aux agressions commises par les différentes composantes - extrêmes ou pas - des classes dominantes».

Comme la classe ouvrière n'envisage guère de suivre ses conseils en mettant elle-même hors d'état de nuire les fauteurs de troubles, à courte échéance (immédiatisme, quand tu nous tiens!) il ne reste plus à MC

qu'à se rabattre sur... l'anticléricalisme, cette vieille arme bourgeoise contre la lutte de classe!

MC cite plus loin de longs passages de textes marxistes, notamment de Lénine, sur la religion, mais sans les comprendre. Alors que Lénine explique en long et large que la lutte des communistes contre la religion ne se place pas fondamentalement sur le terrain de la lutte des idées comme le fait l'anticléricalisme, mais sur le terrain de la lutte des classes, de la lutte prolétarienne contre le capitalisme, MC, lui, met en avant le «combat des idées contre la canaille cléricale»! Remarquons que combattre, et pas seulement sur le plan des idées, la **canaille démocratique, laïque, réformiste, légaliste, bourgeoise** en un mot, ne lui est pas venu à l'esprit.

C'est pourtant là, ou pour parler plus clairement, dans la reprise de la lutte de classe, que se trouve la seule issue véritable. Ce n'est que lorsque le prolétariat recommencera à entrer en lutte ouverte contre le capitalisme, lorsque, secouant l'infâme cha-

pe de plomb collaborationniste et légaliste, il brisera la paix sociale, qu'il fera aussi reculer l'emprise de la religion sur certains secteurs de la classe; ces derniers verront concrètement qu'il existe une alternative pratique à la résignation religieuse et à l'espoir d'une vie future meilleure uniquement dans l'au-delà ou à des actions désespérées ou individuelles qui ne sont, dans le meilleur des cas, que des impasses tragiques. Ils feront l'expérience directe que les religieux s'opposent à la lutte pour l'amélioration de leur sort dans cette vie-ci.

L'emprise de la religion sur des prolétaires exploités, qui plus est, vivant dans un pays étranger et face à une hostilité plus ou moins déclarée mais généralisée des institutions comme des habitants de ce pays, ne s'explique par des idées fausses ou mauvaises auxquelles il suffirait d'opposer des idées justes. Elle s'explique par le fait de trouver une certaine solidarité ou une certaine force dans une communauté unie par la religion et l'adhésion à certaines pratiques ou traditions culturelles communes - et de ne trouver **que là** force et solidarité! Les meilleurs discours, la propagande la plus parfaite ne pourront rien face à cette situa-

tion: aux oreilles des travailleurs étrangers en butte permanente à l'oppression, ils sonneront au mieux comme des phrases creuses, au pire comme de l'hypocrisie. Ce n'est que lorsque la communauté des prolétaires en lutte commencera à offrir une solidarité et une force réelles et bien plus grandes au travailleur immigré, que celui-ci pourra s'arracher à l'influence paralysante de la religion. C'est aussi à ce moment, il faut le rappeler, que le travailleur autochtone pourra de son côté s'arracher aux influences encore plus puissantes du nationalisme, du racisme ou de la démocratie et du pacifisme.

Alors toutes les poussées de révolte, tous les mouvements de **haine contre l'oppression**, au lieu de prendre l'apparence de conflits religieux, au lieu d'être **détournés** par les religions et les croyances (musulmanes, chrétiennes, juives ou... laïques), pourront converger et se décupler dans la lutte unitaire et collective contre les causes et les racines de l'oppression. Alors il ne s'agira plus pour des prolétaires individuels d'assassiner un clown raciste ou de se suivre des voies suicidaires, parce que sera enfin ouverte la voie du combat pour détruire à jamais le système capitaliste

La laïcité, un principe bourgeois (fin)

La première partie est parue sur le n° précédent du journal. Il rappelle ce qu'a été dès l'origine l'école laïque, «l'école de Jules Ferry»: non pas une «école libératrice» comme l'ont baptisée ses partisans, mais une école créée par la bourgeoisie pour dresser les futurs membres des classes exploitées et déshéritées. Alors que la grossière propagande laïque (même un centriste catholique comme Bayrou se veut le défenseur sourcilieux de la laïcité!) continue à faire des ravages, y compris avec l'aide de courants prétendument révolutionnaires, ce rappel s'imposait. Cet article est constitué de larges extraits d'un texte tiré de la «brochure Le Proletaire» n°31 à paraître.

L'ÉCOLE DU NATIONALISME

Omniprésent chez Jules Ferry, ses adjoints et ses successeurs au ministère de l'Éducation, est le souci de faire de l'école le foyer du nationalisme en même temps qu'un lieu de préparation militaire; battue par l'Allemagne, l'État français doit reconstituer sa force militaire aussi bien pour la future revanche que pour continuer son expansion coloniale. Le ferryste Paul Bert, qui a créé une commission d'éducation militaire présidée par le chantre du chauvinisme Paul Déroulède, annonce la diffusion d'une «**religion de la patrie**» par l'école:

«Je pense qu'il y aurait un immense avantage à faire des réunions de jeunes apprentis soldats, des fêtes dont ils seraient à la fois l'objet et le sujet. En outre de l'entraînement militaire, ils y trouveraient la surexcitation morale (...). Il faut faire aimer l'image de la patrie et l'aimer encore davantage aujourd'hui qu'elle est mutilée, car on doit aimer plus sa mère lorsqu'elle a perdu un enfant.

(...) C'est cette religion de la patrie, c'est ce culte et cet amour à la fois ardent et raisonné, dont nous voulons pénétrer le cœur et l'esprit de l'enfant, dont nous voulons l'imprégner jusqu'aux moelles; c'est ce que fera l'enseignement civique» (1).

L'article premier de la loi scolaire signée par Jules Ferry en mars 1882 inclut les exercices militaires dans les matières obligatoires et une instruction physique méthodique; des «bataillons scolaires» sont mis sur pied, dotés de fusils d'exercice, pour préparer les enfants à être des soldats; les élèves des écoles normales doivent pratiquer le tir et les exercices militaires pour pouvoir enseigner leurs futurs écoliers.

«On a dit, on écrit tous les jours qu'il n'y a pas de conciliation possible entre l'esprit militaire et l'esprit républicain, déclare Ferry. Messieurs, c'est une calomnie contre l'esprit militaire et l'esprit républicain.

L'esprit militaire est fait de deux choses: l'esprit de discipline et l'esprit de sacrifice. Mais est-ce qu'une République peut se passer de discipline? La République sans discipline, la République fondée sur le caprice et l'anarchie des volontés ne serait qu'une poussière sans consistance, que le premier souffle du dedans ou du dehors disperserait aux

quatre coins de l'horizon (...).

Nous sommes donc résolus à organiser, dans toutes les écoles de tous les ordres, une sérieuse et forte éducation militaire dont l'enseignement de la gymnastique soit la base et le principe. Pour y arriver, nous comptons sur un double concours, le concours de l'instituteur et le concours de l'armée elle-même. Nous croyons que l'éducation militaire ne pénétrera complètement dans nos moeurs scolaires qu'après que l'instituteur sera devenu lui-même un professeur des exercices militaires (...).

Prenons l'enfant petit, pour lui apprendre et lui redire qu'il n'y a plus de nation sans la notion du devoir (...). Pour incliner l'esprit des enfants aux choses militaires, prenons-le à l'âge où tout mouvement amuse, où toute impression porte et laisse sa trace. (...) Dix ans d'application des lois nouvelles, dix ans d'enseignement obligatoire et d'exercices militaires donneront à la France des générations viriles, saines d'esprit et de corps» (2).

Ferry n'oublie évidemment pas que cet effort d'enrégimentation patriotique des élèves, secondé par l'action des sociétés de divers types, depuis la Ligue de l'enseignement (dont la devise était: «Par le livre et par l'épée!») jusqu'aux associations patriotiques ou aux sociétés de gymnastique, repose sur l'**endoctrinement idéologique** diffusé à l'école:

«Pour bien aimer la patrie, il faut bien la connaître et la piété envers la patrie n'est pas faite seulement de sentiment et de tendresse, mais aussi de savoir; c'est pourquoi l'enseignement de l'histoire est appelé dans notre pays à jouer un grand rôle éducateur» (3).

L'historien Ernest Lavisse, dont les ouvrages seront les best-sellers des manuels scolaires, explicite dans le très officiel «Dictionnaire pédagogique» publié par un proche collaborateur de Ferry, comment il faut enseigner cette matière: «à l'enseignement historique incombe le devoir glorieux de faire aimer et de faire comprendre la patrie (...). Le vrai patriotisme est à la fois un sentiment et la notion d'un devoir. Or tous les sentiments sont susceptibles d'une culture, et toute notion d'une enseignement. L'histoire doit cultiver le sentiment et préciser la notion.

(...) Faisons aimer nos ancêtres les Gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Jeanne d'Arc, Bayard, tous nos héros du passé, même enveloppés de légendes (...). Puisque la religion ne sait plus avoir prise sur les âmes, puisque le paysan n'est plus guère occupé que de la matière et passionné par ses intérêts, cherchons dans l'âme des enfants l'étincelle divine; animons-là de notre souffle. Les devoirs, il sera d'autant plus aisé de les faire comprendre que l'imagination des élèves, charmée par des peintures et par des récits, rendra leur raison enfantine plus attentive et plus docile.

(...) N'enseignons pas l'histoire avec le calme qui sied à l'enseignement des participes; il s'agit ici de la chair de notre chair et du sang de notre sang» (4).

On voit que c'est très ouvertement que notre grand historien affirme que l'enseignement de l'histoire à l'école doit tourner le dos à l'objectivité (c'est juste bon pour la grammaire!) et se fonder sur les légendes...

Quant aux enseignants qui sont chargés de cette mission, c'est-à-dire plus précisément aux instituteurs qu'on baptisera les «hussards noirs de la République», ils se doivent, comme des militaires, d'être des agents obéissants. Ulcéré par les tentatives de constitutions de syndicats d'instituteurs, Ferry s'exclame en 1887: «De pédagogie, l'on n'a cure: on en dit un mot pour la forme. Mais les traitements, les retraites, les intérêts matériels, l'organisation "autonome", voilà le véritable objet... Si [le ministre] Spuller laisse se constituer cette coalition de fonctionnaires, outrage vivant aux lois de l'État, à l'autorité centrale, au pouvoir républicain, il n'y a plus de ministre de l'Instruction publique, il n'y a plus d'inspecteurs, il n'y a plus de préfets».

Spuller réagit comme le voulait Ferry en avertissant qu'il ne tolérera pas de syndicat: «Les instituteurs sont des fonctionnaires (...). Ils ne sont autonomes, ni individuelle ni collectivement. L'autonomie des fonctionnaires a un autre nom, elle s'appelle anarchie» (5). Les enseignants n'auront pas le droit de s'organiser pour la défense de leurs intérêts matériels et pratiquement jusqu'à la première guerre mondiale la répression frappera ceux qui essayent de s'affilier à la CGT.

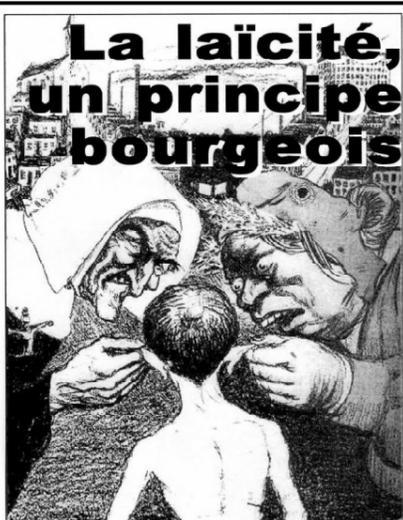
EPILOGUE: INSTRUCTION ET RÉVOLUTION

En 1875, c'est-à-dire à la même époque où Jules Ferry «fonde» l'école laïque de la façon que nous venons de voir, Marx, critiquant vigoureusement le programme du parti social-démocrate allemand (connu sous le

En préparation:

«La laïcité, un principe bourgeois» (Brochure, 80 pages, 2 €)

- Introduction. Idéologie laïque et «valeurs républicaines», emblèmes de l'oppression de classe
- L'«École de Jules Ferry», école de la bourgeoisie
- Voile islamique: A bas les lois discriminatoires! Unité prolétarienne contre l'oppression!
- La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires
- Mobilisation réactionnaire pour la laïcité
- En marge des grèves dans l'enseignement
- «Lutte Ouvrière» prosternée devant l'éducation bourgeoise
- La fonction de l'enseignement dans la société bourgeoise. Extrait de: «L'opportunisme et l'enseignement»
- Contre le culturalisme (Motion Bordiga au Congrès de la Jeunesse Socialiste)
- Lénine. De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion
- Thèses sur l'Éducation communiste (1921). Extrait des Thèses adoptées au second Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes
- Sur le fil du temps. Anticléricalisme et socialisme
- Sur le fil du temps. Laïcité et marxisme



- Choisis... tu es libre...

31

Editions programme - Brochures «le prolétaire»

La laïcité ...

nom de programme de Gotha), écrit à propos des revendications touchant à l'enseignement:

«Une "éducation du peuple par l'Etat" est chose **absolument condamnable**. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc. et, comme cela se passe actuellement aux Etats-Unis, surveiller, à l'aide d'inspecteurs d'Etat, l'exécution de ces prescriptions légales, c'est absolument autre chose que de faire de l'Etat l'éducateur du peuple! **Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Eglise**».

En Allemagne, comme en France et dans les autres pays, les courants réformistes, dits aussi «opportunistes», dans le mouvement ouvrier voyaient dans l'Etat bourgeois un organe au dessus des classes qui pouvait se mettre au service de la transformation sociale, sous la pression des mouvements sociaux ou... des bulletins de vote. Pour ces courants, qui étaient en réalité le reflet de l'influence sociale et politique bourgeoise, le progrès de l'instruction publique réalisé par l'Etat était considéré comme l'un des moyens les plus sûrs de l'émancipation prolétarienne: ayant enfin accès à la connaissance, les prolétaires cesseraient d'être les jouets des possédants, pourraient se faire respecter et prendre enfin conscience de leurs buts et perspectives propres. L'oeuvre d'un Jules Ferry était pour eux, et reste pour leurs héritiers actuels, une oeuvre bénéfique de progrès social: comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils partagent avec ce dernier l'intime conviction qu'il faut en finir avec l'ère des révolutions:

«Le progrès n'est pas une suite de soubresauts ni de coups de force. Non: c'est un phénomène lent, c'est une évolution, c'est un phénomène de croissance sociale, de transformation, qui se produit d'abord dans les idées et descend dans les moeurs pour passer ensuite dans les lois (...) Et pour ce phénomène paisible puisse s'accomplir, il lui faut un gouvernement protecteur et stable, qui ne soit pas à la merci du premier caprice de la foule qui passe» (6).

Dans la réalité l'évolution bourgeoise est tout sauf paisible: elle s'accomplit dans la violence, dans la misère, dans les souffrances et les massacres toujours plus gigantesques. Par rapport à la douceuse et mensongère fable réformiste, c'est la position révolutionnaire et elle seule qui est **réaliste**: le progrès véritable ne peut être obtenu que par la force, par la lutte, par la violence et la révolution.

Nous ne pouvons mieux faire pour terminer que de reproduire la prise de position du courant «marxiste» dans un éditorial de «L'Egalité»; d'autant plus que les ouvrages sur le sujet, pour démontrer le caractère sectaire et «intenable» de cette opposition à la loi Ferry, se limitent à ne citer que le court passage où l'obligation faite aux enfants de fréquenter l'école est dénoncée comme une mesure appauvrissant les familles ouvrières. En dépit de ses faiblesses, expression des graves lacunes théoriques de ce courant qui n'avait qu'une connaissance très approximative du marxisme, cette prise de position se situe sans équivoque sur les positions correctes de classe: ce n'est pas l'instruction qui libérera le prolétariat, mais la révolution.

C'est sur ces mêmes positions anti-culturalistes que lutteront quelques décennies plus tard au sein des Jeunesses socialistes, Bordiga et les militants de la future Gauche communiste d'Italie.

Voici donc de larges extraits de cet article intitulé «Instruction et révolution» (7):
 Le Sénat vient de voter le projet de loi rendant l'instruction primaire gratuite et obligatoire. Comme nous ne sommes pas de ceux qui croient à la panacée de l'instruction nous ne nous réjouissons nullement de ce vote condamné à rester stérile. En rétablissant l'obligation de l'instruction - établie en France en 1598, abolie par Louis XIV, décrétée par la Convention et suppri-

mée par la Restauration - nos dirigeants n'ont eu en vue que leurs intérêts de caste: il fallait, en effet, mettre l'instruction des producteurs français au niveau de celle des travailleurs étrangers afin de soutenir la concurrence; il fallait ensuite donner un os à ronger aux esprits vides qui se consument en déclarations contre l'ignorance, cause, selon eux, de tout le mal social.

La question pour nous est celle-ci: apprendre à tous à lire, écrire et calculer, est-ce suffisant pour remédier aux maux de la société? Nous répondons catégoriquement: Non!

Il faut avant tout organiser la société au matériel avant de la réformer au moral. Modifions le milieu d'abord, nous améliorerons les esprits après. L'ignorance est le résultat de la misère, ce n'en est pas la cause: c'est donc le paupérisme qu'il convient de faire disparaître préalablement. Or dans les conditions actuelles, obliger l'enfant du pauvre à aller à l'école, avant de fréquenter l'atelier, c'est arracher à la famille ouvrière une ressource dont elle ne peut pas se passer. (...)

Et qu'on ne nous parle pas des bienfaits de l'instruction. Au point de vue intellectuel, l'instruction, telle qu'elle est distribuée, n'exerce aucune action. Qui oserait soutenir que tel petit crevé porteur d'un diplôme de bachelier est plus intelligent que tel ouvrier jugeant les choses, non pas d'après les classiques, mais d'après le bon sens? Les jésuites, qui ont un moment combattu l'instruction, ont vite compris que, façonnée entre leurs mains, elle serait une arme bien plus efficace que l'ignorance; et maintenant les institutions cléricales lancent chaque jour, à travers la société, des nuées de jeunes gens crétinisés par l'enseignement clérical.

Or, nous redoutons autant les générations abruties par la pédagogie bourgeoise que celles polluées par l'instruction congréganiste.

(...) Les congrégations se servent de l'instruction spéciale qu'elles falsifient dans leurs officines de séminaristes pour étayer Dieu dans les imaginations. Les bourgeois se servent de l'instruction banale qu'ils sophistiquent dans leurs fabriques de collégiens pour consolider le patron dans les sociétés.

(...) Ce n'est pas par les méthodes de l'enseignement bourgeois que nous rendrons aussi rapide que possible la transition entre le régime de la force, fondé sur la domination de l'homme par l'homme, et le régime de la science, basé sur l'instruction de l'homme par l'homme. Les méthodes actuelles ne peuvent entraîner que le dédain, le désespoir, le scepticisme et le mysticisme, l'apathie, qui sont autant de maladies de la raison. Le propre de la période que nous traversons doit être l'action; le résultat de l'action sera la science.

Agir d'abord, pour savoir, et, ensuite, savoir pour agir, telle est la loi de la vie humaine.

En d'autres termes: révolution - et instruction après.

(1) cf Nique et Lelièvre, «La République n'éduquera plus. La fin du mythe Ferry», Plon 1994, p. 103-104.

(2) cf Pierre Arnaud, «Le militaire, l'écolier, le gymnaste. Naissance de l'éducation physique en France. 1869-1889», Presses Universitaires de Lyon 1991, p. 123, 127. Il semble, à lire cet ouvrage, que la vogue des bataillons scolaires ne survécut pas au ministère Ferry, celui-ci devant même tempérer, pour des raisons financières, l'ardeur des écoles à avoir des armes et des munitions!

(3) cf Nique et Lelièvre, p. 108.
 (4) Ibidem, p. 109.
 (5) cf Ed. Plenel, «La République inachevée. L'Etat et l'école en France», Payot 1985, p. 177-178.
 (6) cf Nique et Lelièvre, p. 129-130.
 (7) cf «L'Egalité» organe du Parti Ouvrier, 26 mars 1882.

AUX EDITIONS PROGRAMME

(La liste ci-dessous des textes publiés n'est pas complète pour des raisons de place. Pour connaître la totalité et les détails de nos publications, commandez le «Catalogue des publications» des Ed. Programme - 2 €)

EN FRANCAIS

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) **2 à 3€ le numéro**
- Numéros 51 à 57 **2€**
- Numéro 58 (112 pages) **4€**
- Numéros 59 à 88 **2€**
- Numéro 89 **3€**
- Numéros 90 à 97 **4€**
- Numéros 98 **8€**

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- 1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) **8€**
- 2. Parti et classe **5€**
- 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire (Edition, 2004) **3€**
- 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») **3€**
- 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) **9€**
- 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) **6€**
- 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) **10€**
- 10. Eléments de l'économie marxiste **10€**

Brochures « le prolétaire »

- 5. Question féminine et lutte de classe (1977) **1€**
- 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) **1€**
- 8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) **1€**
- 11. Auschwitz ou le grand alibi (1960) **1€**
- 13. Le marxisme et l'Iran (1980) **1€**
- 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) **1€**
- 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) **1,5€**
- 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) **1€**
- 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste **2€**
- 21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) **1,5€**
- 22. Marxisme et science bourgeoise **1,5€**
- 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme. (1999) **1,5€**
- 24. Mai-Juin 68 : Nécessité du parti politique de classe **1,5€**
- 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) **1,5€**
- 26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) **1,5€**
- 27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois ! (oct. 2001) **1,5€**
- 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002) **1,5€**
- 29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) **2€**
- 30. Le marxisme et la question palestinienne (Août 2004) **4€**
- 31 La laïcité, principe bourgeois (Mai 2005) **2€**

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme **0,5€**
- Révolution et contre-révolution en Russie **1€**

- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) **1€**
- Ni putes, ni soumises ... mais au service de l'état bourgeois **0,5€**

EN ITALIEN

I testi del partito comunista internazionale

- 1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario **5€**
- 2. In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia) **9€**
- 4. Partito e classe **5€**
- 5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati **5€**
- 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia) **9€**
- 7. Lezioni delle controrivoluzioni **5€**

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese **3,5€**
- La lotta di classe dei popoli non bianchi **3,5€**
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista **5,5€**
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune **5,5€**
- Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) **3,5€**
- Lotta di classe e questione femminile **5,5€**
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale **3,5€**
- Antimilitarismo di classe e guerra **4,5€**
- Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti **4,5€**
- Auschwitz, o il grande alibi **3,5€**
- Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003) **4€**
- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa - (Novembre 2004) **2€**

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe **1,5€**
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) **2€**
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) **1,5€**

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism **5€**
- Party and Class **5€**
- Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 73€
- The Party's Programme **1,5€**
- The Proletarian (Nr. 1) (February 2002) **1€**

EN ESPAGNOL

- 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario **4€**
- 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase **4€**
- 3. Partido y clase **épuisé**
- El Programa Comunista**
- n°1 à 38, n°40 **2€**
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) **4€**
- n° 41, 42, 43, 44 **3€**
- n° 45 **4€**
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) **1,5€**

ABONNEZ-VOUS, RÉ-ABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ À NOTRE PRESSE INTERNATIONALE:

**«le prolétaire»
 «programme communiste»
 «il comunista»
 «el programa comunista»**

De la gauche à la droite

Répugnante unanimité pour défendre le colonialisme

Le 23 février le parlement a adopté une loi, censée régler le problème de l'indemnisation des Harkis (supplétifs algériens que l'armée française utilisait pour ses basses oeuvres et qui ont été abandonnés ensuite à leur sort) et des rapatriés, par laquelle «la Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'oeuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française» (1).

C'est la version un peu édulcorée dans l'exposé des motifs d'un projet de loi réhabilitant l'oeuvre coloniale française qui avait été déposé en 2003 par des députés de droite dont Douste-Blazy l'actuel ministre de la santé. La nouvelle loi va cependant plus loin en prétendant dicter des règles pour l'enseignement et la recherche sur cette époque. Son article IV stipule en effet:

«Les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite. Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit».

Un député de la majorité pouvait alors se réjouir que «jamais le législateur n'avait pris position aussi clairement sur le sens à donner à l'histoire de la colonisation française, sur le rôle positif joué par la France outre-mer».

Si les députés de gauche n'ont pas voté la loi, ce n'est par opposition à sa justification du colonialisme, mais parce qu'ils estimaient insuffisantes les mesures prévues en faveur des Harkis et des rapatriés. De plus, au cours des débats parlementaires, le représentant du groupe «communiste» (chaudemment remercié par le porte-parole

de l'UDF pour cette initiative) avec l'appui de députés socialistes présenta un amendement pour que les participants à une manifestation OAS le 26 mars 62 à Alger tombés sous les balles de la police soient reconnus comme «morts pour la France» (2)...

Pour s'indigner de cette attitude des PCF et PS il faudrait avoir oublié l'action constamment **pro-impérialiste** et **pro-colonialiste** de ces partis quand ils étaient au gouvernement ou dans l'opposition: rappelons que PCF et PS étaient au gouvernement au début de la guerre d'Indochine ou lors de la sanglante répression du Constantinois ou que le PCF vota les pleins pouvoirs au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait intensifier la guerre d'Algérie.

Cette loi impudente n'avait suscité que très peu de réactions, jusqu'à ce que des historiens démocrates lancent une pétition pour son abrogation au motif qu'«elle impose une histoire officielle, contraire à la neutralité scolaire et au respect de la liberté de pensée qui sont au coeur de la laïcité», qu'elle impose le mensonge sur les crimes coloniaux et qu'«elle légalise un communautarisme nationaliste suscitant en réaction le communautarisme de groupes ainsi interdit de tout passé».

Nous ne mettons pas en doute les sentiments anticolonialistes à l'origine de cette pétition, mais le moins qu'on puisse dire est que ces historiens ignorent... l'histoire de la laïcité et de l'enseignement scolaire! Un article publié dans ce numéro indique comment les fondateurs de l'école laïque donnaient des directives pour enseigner une histoire officielle nationaliste (et colonialiste) aux enfants: l'histoire officielle, c'est-à-dire la **falsification de l'histoire**, a toujours été, qu'on le veuille ou non, au coeur de la laïcité. Et la **neutralité scolaire** n'a jamais été autre chose qu'un **leurre** essentiellement utilisé dans les faits pour empêcher la diffusion des thèses anticapitalistes. D'ailleurs Jules Ferry lui-même ne craignait pas d'affirmer, pour justifier que

les manuels d'instruction civique soient examinés «du point de vue politique» avant d'être autorisés: «J'ai promis la neutralité religieuse; je n'ai jamais promis la neutralité politique!» (3). Il existe de nombreux ouvrages qui montrent, si besoin était, la réalité de cette histoire officielle et de ses mensonges.

L'histoire - quand il s'agit de l'histoire récente - est en effet quelque chose de trop brûlant pour que son enseignement puisse être fait selon les règles de la «neutralité». Si les vieux poncifs de la propagande réactionnaire d'autrefois ont disparu parce qu'ils ne sont plus adaptés aux relations capitalistes modernes, ils ont été remplacés par d'autres, plus insidieux, car enveloppés dans l'idéologie **démocratique**. Les événements historiques sont présentés de façon à montrer les bienfaits du système capitaliste sous sa forme actuelle, développée et civilisée. Le matérialisme historique, la conception marxiste selon laquelle l'histoire est avant tout l'histoire des luttes des classes, n'aura évidemment jamais droit de cité dans l'enseignement **bourgeois**.

Le fait que les députés n'ont pas hésité à donner avec le vote d'une loi un maximum de publicité et de solennité à ce qui se pratiquait auparavant, est un signe supplémentaire du regain d'agressivité de l'impérialisme français qui a multiplié ces derniers temps les interventions militaires, de la Côte d'Ivoire à Haïti.

Les prolétaires devront y répondre, non pas à la façon des démocrates par d'inoffensives pétitions, mais de la seule façon efficace: par la reprise de la lutte anticapitaliste internationale.

(1) cf «Le Monde Diplomatique», avril 2005.

(2) cf «Libération», 30/3/2005

(3) cf «La république n'éduquera plus», Plon 1994, p. 67.

«L'Humanité» nationaliste

Dans son édition du 14 mars, le quotidien du PCF, «L'Humanité», s'est une fois de plus distingué en publiant un article intitulé «l'Histoire à la décharge» où il se montre encore plus nationaliste qu'à son habitude. Un projet de construction d'une décharge sur le site du Bois des Loges (Somme) qui a été le théâtre de combats en 14-18 lui a donné en effet l'occasion de se vautrer encore plus bas qu'à l'accoutumée dans la boue puante du patriotisme.

Les perles ne manquent pas dans cet article dont voici la plus grande partie: «Morts pour le pays, ensevelis sous les débris. Ils n'ont pas de tombes officielles, pourtant, ils s'y retourneraient sans conteste, les poilus tombés pour la patrie. C'est presque un second coup de baïonnette que P. Mirabaud, alors préfet de (...) Picardie, n'a pas hésité à décocher à l'encontre des héros de la nation (...) Exit le devoir de mémoire, le respect simple- ment dû à ceux qui se sont battus dans les tranchées nordistes devenues leurs sépultures. Le haut-fonctionnaire a tout bonnement donné son accord concernant le projet de construction d'une décharge sur le site historique (...) juste en face de la nécropole nationale de Beuvraignes, en pleine zone de feu, haut lieu des grandes batailles de la Première Guerre Mondiale (...) Onyx Valnor gérera ce qui était la

fosse des soldats, pour y déverser chaque jour, via une quarantaine de camions, des débris divers (...)».

Morts pour le pays, pour la patrie, les «poilus» de la première grande boucherie impérialiste? C'était ce que prétendaient alors la classe bourgeoise et les traîtres au socialisme qui avaient renié toutes leurs déclarations internationalistes pour se mettre à son service. Contre ces «social-chauvins» vendus à la bourgeoisie, les révolutionnaires restés fidèles au marxisme rappelaient que **les prolétaires n'ont pas de patrie** et que la guerre n'était menée que pour de sordides intérêts capitalistes. Ils affirmaient avec Karl Liebknecht que **le premier ennemi des prolétaires est dans leur pays**, dans cette «patrie»: leur bourgeoisie; ils appelaient avec Lénine à **rompre l'union sacrée patriotique** et à **transformer la guerre impérialiste en guerre civile**.

Devant l'infâme trahison des chefs socialistes réformistes qui de chaque côté du front poussaient les prolétaires à s'entregorger au seul profit des bourgeois, Lénine et les bolchéviques travaillèrent à la reconstitution d'authentiques partis prolétaires et d'une nouvelle Internationale révolutionnaire pour renverser dans tous les pays la domination sanglante du capitalisme: les partis et l'Internationale com-

munistes.

Mais l'échec de la vague révolutionnaire d'après-guerre emporta ces jeunes partis, souvent, à l'image du cas français, encore très mal dégagés des influences opportunistes; avec la victoire en Russie de la contre-révolution dite stalinienne ils abandonnèrent toute velléité anticapitaliste et devinrent une nouvelle variété du réformiste. Lors de la deuxième guerre mondiale, ils appelèrent les prolétaires à la boucherie exactement comme l'avaient fait les sociaux-démocrates au moment de la première, en prétendant qu'il ne s'agissait pas d'une guerre impérialiste, mais d'une guerre de la Démocratie contre le Fascisme.

Au soir de sa triste vie le PCF reste ce qu'il a pratiquement toujours été: un parti non communiste, respectueux du capitalisme, un parti du chauvinisme français, aux antipodes de l'internationalisme prolétarien, toujours prêt à servir la bourgeoisie et son Etat.

Avec l'*Huma*, c'est toujours *exit* la mémoire des luttes prolétariennes et leurs leçons, *exit* le souvenir des mutinés de la guerre fusillés pour trahison de la patrie, *exit* le marxisme et la révolution.

Ce qu'on peut espérer est que, si le projet aboutit, cette décharge serve un jour à y jeter l'*Huma*, en attendant l'heureux jour où le capitalisme et son vieux larbin le PCF finiront tous deux en même temps dans la poubelle de l'histoire.

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / Bouquiniste, place d'Arménie / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvère», 3 rue de l'Ente / **La Mede:** Centre Cial Carrefour / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / Paidos, 54 Cours Julien / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jaque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs. Samedi 7 mai. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Paris: Pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion publique, écrire au journal.
Presles: stand et forum à la fête de Lutte Ouvrière, les 14, 15 et 16 mai.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2ème liste 2005

Aix: 80,00 / Anonyme: 20,00 / François: 6,00 / Georg: 5,00 / Jean-Luc: 4,00 / Madrid: 20,00 / Paris: 470,00 / Roger: 53,00

Total liste: 658,00 Euros
Total général: 1024,60

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / Amérique latine: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 8. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 50 € / 100 FS / £ 30 / Amérique latine: US \$ 20 / USA et Cdn: US \$ 50. **«il comunista»**, le numéro: 1 € / 5 FS / £ 1. **Abonnement:** 6,5 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 13 € / 50 FS / £ 12. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**